

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>61</b>	<b>14</b>

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Service intégré d'accueil et  
d'orientation (SIAO) unique  
départemental - Adhésion et participation  
de la CASA à l'association

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.159

Date de la convocation :  
**Le 18/10/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **28 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 2 NOV. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 24 octobre 2016**

L'an deux mil seize et le 24 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Eric PAUGET, Déborah MINEI, Lionel TIVOLI

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Laurent COLLIN, Henri GANNARD à Abderrazak SALOUH, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Khéra BADAOUÏ à Serge AMAR, Anne CHEVALIER à Lionel TIVOLI

**ABSENTS :**

Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Barbara LANCE**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Madame BLAZY,**

Vu le Programme Local de l'Habitat, validé par le Conseil Communautaire du 23 décembre 2011, dont l'un des objectifs opérationnels est de gérer le Parcours Résidentiel de l'Hébergement au logement autonome,

Vu la circulaire du 8 avril 2010 qui vise à organiser un « véritable service public de l'hébergement et de l'accès au logement,

Vu la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 qui consacre juridiquement l'existence du service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) et qui renforce son effectivité pour qu'il devienne l'instance de coordination départementale incontournable en matière d'hébergement et d'accès au logement des personnes sans domicile,

Vu la Circulaire du 17 décembre 2015 qui prévoit qu'une convention doit être passée entre le représentant de l'Etat dans le département et un opérateur unique chargé d'assurer, à l'échelon départemental, un SIAO compétent à la fois dans les domaines de l'urgence, de l'insertion et du logement adapté,

Souhaitant accompagner le parcours résidentiel social des ménages, la CASA s'est dotée depuis 2007 d'une Plateforme Hébergement Logement, depuis 2009 de l'accompagnement au relogement des sortants de structure (SIAO logement - Equipe mutualisée) financé par l'Etat, et depuis 2012 de la gestion des demandes d'hébergement pour son territoire (SIAO Insertion) également financé par l'Etat.

Pour l'année 2016, la mission SIAO (logement et Insertion) sur le territoire CASA est financée par l'Etat à hauteur de 52 994 € et est mise en œuvre avec les autres acteurs du SIAO sur le département (Accompagnement, Lieux d'accueil, Carrefour éducatif et social : ALC, Groupement d'Acteurs pour le Logement, l'Insertion, la Citoyenneté et l'Emploi : GALICE, CAPG, CCAS de Cannes).

En lien avec les services de l'Etat, face à la nécessité que le SIAO des Alpes Maritimes soit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, pris en charge par un opérateur unique, il est proposé de créer une association nommée GROUPEMENT SIAO 06 avec comme membres fondateurs les acteurs actuellement œuvrant dans le dispositif.

Considérant que cette mission conforte les objectifs poursuivis par la CASA dans le cadre de son deuxième Programme Local de l'Habitat, notamment par la mise en œuvre de la Fiche Action 1.2.5 de gérer les parcours résidentiels de l'hébergement au logement autonome par la prise en compte de l'accompagnement et de la gestion des publics en difficulté (Aide Directe, Plateforme Hébergement Logement, Equipe Mutualisée/sortants de structure),

Considérant que l'adhésion à l'association Groupement SIAO 06, en cours de création, permettrait à la CASA de poursuivre son action menée depuis 2012 en qualité d'antenne infra-départementale,

Considérant que cette adhésion permettrait ainsi à la CASA de participer à cette action et de continuer à solliciter un financement en contrepartie,

Considérant que l'article 8 des statuts de l'association Groupement SIAO 06 prévoit que le collège des personnes morales de droit public doit être représenté par deux personnes physiques au sein du Conseil d'Administration,

Considérant que l'article 11 desdits statuts prévoit que le collège des personnes morales de droit public doit être représenté par deux personnes physiques au sein de l'Assemblée Générale,

Après avoir lancé un appel aux candidats, se sont présentés Madame Marguerite BLAZY et Monsieur Jacques GENTE.

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art.142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la poursuite de l'action de l'antenne infra départementale SIAO par la CASA sur son territoire,
- d'approuver l'adhésion à l'association groupement SIAO 06 en charge du SIAO Unique des Alpes Maritimes,
- d'approuver les documents relatifs à la création de l'association : statuts et règlement intérieur, joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les documents nécessaires liés à l'association groupement SIAO 06 afin de mettre en œuvre cette action sur son territoire,
- de désigner Madame Marguerite BLAZY et Monsieur Jacques GENTE en qualité de représentants de la CASA afin de siéger au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de cette association,
- d'imputer la dépense correspondant à la cotisation sur le budget de la Direction Habitat logement, sur le compte 6281.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la poursuite de l'action de l'antenne infra départementale SIAO par la CASA sur son territoire,
- d'approuver l'adhésion à l'association groupement SIAO 06 en charge du SIAO Unique des Alpes Maritimes,
- d'approuver les documents relatifs à la création de l'association : statuts et règlement intérieur, joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les documents nécessaires liés à l'association groupement SIAO 06 afin de mettre en œuvre cette action sur son territoire,
- de désigner Madame Marguerite BLAZY et Monsieur Jacques GENTE en qualité de représentants de la CASA afin de siéger au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de cette association,
- d'imputer la dépense correspondant à la cotisation sur le budget de la Direction Habitat logement, sur le compte 6281.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 24 octobre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Convention annuelle 2017 d'objectifs de fonctionnement, de financement et  
d'évaluation du dispositif SIAO 06**

**Service Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes**

entre

L'État, représenté par Monsieur le Préfet du département des Alpes Maritimes,

et

L'Association Groupement SIAO 06 dont le siège est situé

13 avenue Frédéric Mistral, 06 100 Nice, représentée par XXX, Président,

Ci après dénommée « le prestataire »,

N°	XXXX			
SIRET :				

**Tiers Chorus : XXXXX**

Il est convenu ce qui suit :sur l'ensemble du département

**PREAMBULE**

Vu les articles L.345-2 à L.345-10 du code de l'action sociale et des familles

Vu les statuts de l'association Groupement SIAO 06 déposé le XXX enregistré le XXX en préfecture sous le N°XXX

Considérant le droit de toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale à avoir accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence ;

Considérant que la loi confie au représentant de l'Etat dans le département la responsabilité de la mise en place d'un dispositif de veille sociale chargé d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse, de procéder à une première évaluation de leur situation et de les orienter vers les structures ou services adaptés ;

Considérant que cette orientation est assurée, dans des conditions prévues par convention, par un service intégré d'accueil et d'orientation dont les missions sont définies par la loi et qui vise à améliorer la coordination des acteurs de la veille sociale, l'accueil et les conditions de prise en charge des personnes sans domicile ou éprouvant des difficultés à se loger en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence et à construire des parcours d'insertion notamment en facilitant l'accès de ces personnes au logement ;

Considérant qu'un des objectifs du service intégré d'accueil et d'orientation est de



favoriser l'accès au logement des personnes ou familles sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières à se loger en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence ;

Les membres fondateurs de l'association : Groupement SIAO 06 sont l'association ALC, l'association GALICE, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois, le CCAS de la Ville de Cannes.

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Par la présente convention, l'association Groupement SIAO 06 met en œuvre les missions du service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) du département, en cohérence avec les principes et les objectifs mentionnés dans le préambule. Aucune différence de traitement ne peut être opérée dans l'accès à l'hébergement d'urgence qui ne soit pas fondée sur la situation de détresse médicale, psychique ou sociale des personnes, conformément à l'article L. 342-2-2 du code de l'action sociale et des familles.

L'association s'engage à mettre en œuvre les missions et actions mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

L'administration contribue au financement de ces missions et actions. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Le service intégré d'accueil et d'insertion (SIAO) vise notamment à rendre plus simple, plus transparent et plus équitable l'accueil dans le dispositif d'hébergement, et de favoriser l'accès au logement. Il poursuit les objectifs suivants :

-simplifier les démarches d'accès à l'hébergement ou au logement (ordinaire ou adapté) pour les personnes sans domicile ou rencontrant des difficultés pour accéder à un logement décent et indépendant et simplifier l'intervention des professionnels qui les accompagnent ;

- traiter avec équité les demandes en s'appuyant sur la connaissance des disponibilités de l'ensemble de l'offre existante ;

- orienter la personne de manière individualisée en fonction de l'évaluation de sa situation, de ses difficultés, au plus près de ses besoins, selon les places d'hébergement disponibles ;

- signer des partenariats avec les services de l'Etat et les acteurs concernés pour la prise en charge des publics tels que les femmes victimes de violence, les personnes sortant de prison ou les personnes atteintes de troubles psychiatriques ;

- coordonner les acteurs de la veille sociale et mobiliser l'ensemble de l'offre existante afin d'améliorer la fluidité des parcours de l'hébergement vers le logement ;

- participer à la constitution d'observatoires locaux afin de mieux évaluer les besoins et

les réponses apportées.

Le SIAO organise la participation des personnes prises en charge ou ayant été prises en charge.

Le SIAO est tenu de s'acquitter de ses obligations en matière de déclaration à la CNIL.

Le SIAO s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du ministère (ex. : Etat, ministère chargé du logement) dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Le SIAO s'engage à transmettre au représentant de l'Etat dans le département les informations prévues par la présente convention conformément à l'article L. 345-2-5 du code l'action sociale et des familles.

Les transmissions d'information entre les personnes intervenant dans l'instruction des demandes de prise en charge s'effectuent dans le respect des dispositions de l'article L. 345-2-10 du code l'action sociale et des familles.

## **Article 2 : Missions et actions du SIAO**

- Le SIAO assure la coordination des personnes concourant au dispositif de veille sociale prévu à l'article L. 345-2 du code de l'action sociale et des familles.

Le SIAO assure également la coordination de l'ensemble des acteurs intervenant dans le dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement visées par l'article L.345-2-6 du code de l'action sociale et des familles

A cette fin, le SIAO s'engage à rechercher dans le cadre défini avec l'administration, tous les partenariats nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées et à convenir des modalités de ce partenariat, notamment dans le cadre de conventions spécifiques prévues par l'article L.345-2-6 du CASF.

Il assure le lien avec les SIAO des autres départements en fonction de la demande des personnes concernées. A ce titre, ses représentants participent aux réunions et groupes de travail de coordination organisés par la direction régionale de la cohésion sociale dans le cadre de l'animation régionale des SIAO.

- Le SIAO recense en temps réel les demandes et les besoins des personnes sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières à se loger en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence. A cette fin, il gère le service d'appel téléphonique dénommé « 115 ».
- Le SIAO recense en temps réel toutes les places d'hébergement d'urgence, d'insertion et de stabilisation.

Lorsqu'elles bénéficient d'un financement de l'Etat, les personnes morales assurant un hébergement, à l'exception du dispositif national d'asile, ainsi que les organismes bénéficiant de l'aide pour loger à titre temporaire des personnes défavorisées

mentionnées à l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale, mettent à disposition du SIAO leur place d'hébergement et l'informent de toutes les places vacantes ou susceptibles de l'être. Les organismes qui exercent des activités d'intermédiation et de gestion locative sociale, prévus à l'article L.365-4 du code de la construction et de l'habitat, les logements foyers mentionnés à l'article L.633-1 du même code et les résidences hôtelières à vocation sociale prévues à l'article L.631-11 dudit code informent le SIAO des logements vacants ou susceptibles de l'être.

- Le SIAO fait des propositions d'orientation des personnes en demande vers les structures et organismes d'hébergement et de logement adapté mentionnés à l'alinéa précédent.

Lorsqu'elles bénéficient d'un financement de l'Etat, les personnes morales assurant un hébergement, à l'exception du dispositif national d'asile, ainsi que les organismes bénéficiant de l'aide pour loger à titre temporaire des personnes défavorisées mentionnées à l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale, mettent en œuvre les propositions d'orientation du SIAO. Le cas échéant, elles motivent leur décision de refus d'une admission.

Elles peuvent admettre en urgence les personnes en situation de détresse médicale, psychique ou sociale sous réserve d'en informer le SIAO.

Lorsqu'ils bénéficient d'un financement de l'Etat, les organismes qui exercent des activités d'intermédiation et de gestion locative sociale, prévus à l'article L.365-4 du code de la construction et de l'habitat, les logements foyers mentionnés à l'article L.633-1 du même code et les résidences hôtelières à vocation sociale prévues à l'article L.631-11 dudit code examinent les propositions d'orientation du SIAO et les mettent en œuvre selon les procédures qui leur sont propres.

Le SIAO auquel le préfet a désigné, en application du III de l'art L 441-2-3 du CCH, une personne bénéficiant d'une décision favorable au titre du DAHO oriente le demandeur, comme l'a indiqué au préfet la commission de médiation, vers un organisme disposant de places d'hébergement présentant un caractère de stabilité, de logements de transition ou de logements dans un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, correspondant à ses besoins, et qui sera chargé de l'accueillir dans le délai fixé par le représentant de l'État. Le SIAO informe le représentant de l'État dans le département de l'absence d'accueil dans ce délai.

- Le SIAO veille, grâce au développement de partenariats avec les institutions concernées, à la réalisation d'une évaluation de la situation, notamment au regard de l'accès au logement, et des difficultés (sociale, médicale, psychique) des demandeurs en concertation avec les intéressés et le professionnel qui les accompagne.
- Le SIAO suit le parcours des personnes ou familles éprouvant des difficultés particulières à se loger en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence prises en charge jusqu'à la stabilisation de leur situation.

- Le SIAO contribue à l'identification des personnes en demande de logement, si besoin avec un accompagnement social.

A ce titre, il alimente le vivier des demandeurs prioritaires via l'outil SYPLO. Par ailleurs, ses représentants participent aux réunions de la commission de médiation DALO.

- Le SIAO produit et publie des données statistiques d'activité, de suivi et de pilotage du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement et participe à l'observation sociale, notamment via l'élaboration des diagnostics territoriaux à 360° et les instances de pilotage des démarches de planification (instances du PDALHPD).
- Le SIAO transmet au représentant de l'Etat les indicateurs d'activité et les données statistiques concernant le dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement.

### **Article 3 : Conditions de fonctionnement du SIAO**

#### **3-1 Organisation des missions de l'association Groupement SIAO 06 et de ses membres**

Le groupement SIAO06 est responsable de la bonne conduite des missions et rend compte aux organismes de contrôle de son activité et de son bilan financier.

Chaque membre réalise son activité et transmet tous les éléments à l'association : Groupement SIAO 06 (bilan d'activité, bilan financier etc.) dont il est membre fondateur.

Dans ce cadre, l'organisation des missions du SIAO est définie comme tel :

- la coordination du dispositif à l'association GALICE, membre
- La gestion du SIAO urgence avec le 115 à l'association ALC, membre.
- La gestion du SIAO Insertion et Logement aux antennes infra-départementales :
  - Bassin niçois et est du département à l'association GALICE, membre
  - Bassin CASA à la plate-forme de ce territoire, membre
  - Bassin CAPG à la plate-forme de ce territoire, membre
  - Bassin cannois au CCAS de Cannes, membre

Le Groupement SIAO 06 s'appuie sur le logiciel SI-SIAO et les fonctionnalités qui sont déployées.

#### **3-2 Missions détaillées du SIAO 06**



### **3-2-1 - Pour la coordination**

L'Association GALICE, membre, assure la coordination des acteurs locaux pour impulser une collaboration active entre tous. Dans le cadre de cette coordination, GALICE exécutera sa mission en s'attachant à couvrir :

- le champ de l'hébergement d'urgence
- le champ de l'hébergement d'insertion sur l'ensemble du département
- le champ de l'accès au logement autonome des ménages sortants des structures d'hébergement

L'association GALICE, membre, contribuera à la mise en place d'un observatoire départemental afin de mieux évaluer les besoins et les réponses apportées. A cette fin, GALICE centralisera les informations demandées à l'ensemble des opérateurs du SIAO, participera à leur analyse et transmettra les informations selon les obligations de la présente convention (article 4.2).

GALICE assurera l'organisation et le secrétariat du comité de pilotage du dispositif.

### **3-2-2 - Pour l'Urgence**

Ce dispositif est assuré par le 115 géré par l'Association ALC, membre, qui assure la mise en œuvre et l'organisation de la veille sociale.

Il doit :

- Organiser les attributions des places d'urgence par structure et mode d'accès, selon les textes en vigueur,
- Organiser le recensement informatisé des prises en charge des personnes faisant appel au dispositif d'urgence, quel que soit l'outil informatique utilisé,
  1. Définir les modalités de coopération et de collaboration avec les acteurs assurant un premier accueil,
- Définir les modalités de coordination des acteurs de la veille sociale pour favoriser la coopération entre tous,
- Définir les modalités de participation au maillage du territoire par les équipes mobiles,
- Définir les modalités de concertation avec les acteurs de la veille sociale pour la prise en compte des personnes ne sollicitant pas le dispositif.
- Assurer le lien avec la coordination du SIAO06 dans le cadre d'une continuité de parcours.
- Définir les modalités d'évaluation des situations des personnes recourant à l'urgence de façon chronique et l'identification des réponses appropriées,
- Préciser les critères de priorisation préalables à l'admission dans les places d'urgence avec les différents acteurs.
- Participer à l'analyse quantitative et qualitative des besoins de l'urgence sociale en lien étroit avec le volet insertion.

### **3-2-3 - Pour l'Insertion :**

Ce dispositif est géré par les antennes infra départementale sur leurs bassins d'intervention (CAPG, CASA et CCAS de CANNES), ainsi que par l'association GALICE

sur l'Est du Département.

Il doit :

- Organiser le recensement de toutes les demandes d'hébergement de stabilisation et d'insertion, de logement adapté hors urgence et hors dispositif spécifique des demandeurs d'asile,
- Coordonner l'attribution des toutes les places d'hébergement "insertion" et de logement adapté,
- Organiser le recensement informatisé de l'évaluation de la situation de tous les ménages en attente d'hébergement ou de logement adapté et le type de solution recherchée,
- Mettre tout en œuvre, dans la limite des places disponibles, pour apporter les réponses adaptées aux demandes, reconnues prioritaires par la commission de médiation DALO, d'accueil dans des structures d'hébergement et de logement de transition (article L 441-2-3 III du CCH),
- Organiser les modes d'orientation et d'admission dans un cadre concerté en tenant compte des choix et attentes des demandeurs et des places disponibles.
- Participer à l'analyse quantitative et qualitative des besoins.
- Informer les travailleurs sociaux orienteurs lorsqu'une demande est en cours pour une famille ou une personne afin de disposer d'une évaluation partagée et coordonnée,
- Elaborer avec l'appui du volet logement du SIAO des critères communs sur la capacité des personnes à accéder au logement et sur le choix de l'orientation proposée en fonction des besoins recensés,
- Transmettre au volet logement du SIAO le recensement informatisé et nominatif des ménages hébergés dans des dispositifs financés par l'État ou logés en logements de transition, en capacité d'occuper un logement ordinaire et en attente d'un logement social.
- Participer à la constitution d'un observatoire départemental afin de mieux évaluer les besoins et les réponses apportées.

### **3-2-4 - Pour favoriser l'accès au logement des ménages hébergés :**

En coordination avec les opérateurs retenus pour assurer la gestion de ce service, à savoir les antennes infra départementales situées à l'Ouest du Département (CAPG, CASA, CCAS de CANNES) et l'Association GALICE, membre, qui assure la gestion de ce service sur l'Est du Département.

Il doit :

- Assurer en collaboration avec les services sociaux de droit commun l'accompagnement social individualisé et en lien avec les structures d'hébergement des publics visés sur le territoire défini ci-dessus,
- Développer un partenariat avec les différents bailleurs sociaux implantés sur le département, le service logement de la DDCS 06 ainsi que les autres réservataires de logements sociaux (1% logement, mairies, conseil général...).
- Connaître les différents dispositifs (droits communs et autres) d'aide aux personnes en difficulté et d'accès au logement sur le département et les appliquer si nécessaire,
- Connaître les différents prestataires gérant des structures d'hébergement; urgence-stabilisation et insertion (Alt, CHRS urgence, Stabilisation, CHRS

insertion, Résidences Sociales : ex FJT, ex FTM et ex nihilo et Maison Relais, Centres d'Accueil pour Demandeurs d'Asile, Centres Provisoires d'Hébergement et Logements Transitoires Réfugiés),

- Créer un partenariat avec les différents acteurs locaux (institutionnels et associatifs) œuvrant dans l'accès au logement des publics en difficulté,
- Présenter les candidatures des ménages retenus auprès des différents bailleurs sociaux et assister, chaque fois que possible, aux différentes commissions d'admissions des bailleurs sociaux,
- Travailler en étroite coordination autour des actions menées par chacun dans le cadre de l'accompagnement des ménages sortants des structures d'hébergement vers l'accès à un logement autonome et adapté,
- Aider à la constitution des dossiers dans l'accès au logement autonome des ménages concernés et/ou à l'orientation vers un autre dispositif d'hébergement plus approprié à la situation,
- Actualiser tous les documents sociaux et administratifs nécessaires à la sortie du ménage,
- Faire le lien (autant que de besoins) avec les partenaires identifiés pour favoriser la sorties des ménages,
- Relancer les partenaires sollicités,
- Proposer, si nécessaire des actions collectives,
- Réaliser des réunions de travail de coordination à l'initiative du coordinateur du SIAO départemental avec tous les prestataires afin d'unifier le fonctionnement départemental de ce dispositif.

### **3-2-5 - Partenariat**

#### **3-2-5-1 – Référent personnel**

Conformément à la circulaire ministérielle du 4 mars 2011, les acteurs de l'accueil, de l'insertion, et de l'orientation veilleront à la mise en place du référent personnel qui veillera :

- à l'enregistrement de la demande au sein du SIAO, notamment via l'outil informatique de gestion de l'offre et de la demande,
- à la réalisation d'un diagnostic de la situation de la personne, ou recueillir les éléments existants si celui-ci a déjà été réalisé antérieurement,
- à l'effectivité d'une réponse (mise à l'abri, accès aux droits, admission dans une structure d'hébergement, orientation vers une forme de logement adapté ou ordinaire),
- à l'organisation, le cas échéant, des contacts périodiques avec la personne,
- à faire le lien avec la structure qui prend en charge la personne,
- à rechercher des synergies d'actions avec les autres professionnels intervenants ou susceptibles d'intervenir auprès de la personne.

#### **3-2-5-2 - Intermédiation locative**

Le dispositif d'intermédiation locative mis en place sur le département des Alpes Maritimes permet de répondre aux demandes de logements des ménages sortants de structures d'hébergement, par la mise en place d'un dispositif de captation de logements privés ou social (sous-location et gestion directe).

Pour gérer ce dispositif, l'État (DDCS 06) se repose sur deux associations gestionnaires (Agis 06 et à Soliha 06) ainsi que depuis l'année 2016 sur le CCAS de la Ville de Nice pour une captation de logements dans le parc social obligatoirement en bail glissant au terme de l'accompagnement social nécessaire.

Aussi, le SIAO 06 s'appuie sur les gestionnaires de l'intermédiation locative dans le département pour le relogement de ménages sortant des structures d'hébergement.

#### **Article 4 : Transmission d'informations et évaluation du dispositif SIAO 06 :**

##### **4-1 Justificatifs**

L'Association Groupement SIAO 06 s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents établis ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif de l'action de l'association (à adapter si structure juridique différente). Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel;

Concernant spécifiquement le volet « favoriser l'accès au logement des ménages hébergés », l'Association transmet à l'Etat :

- Des données quantitatives sous forme de tableaux mensuels
- le nombre de ménages sortant de structure d'hébergement et ayant fait l'objet d'un accompagnement par cette équipe mutualisée (à décliner par typologie de structures d'hébergement et par territoire) ;
- le nombre de ménages relogés (parc public et parc privé) ;
- le nombre de ménages réorientés vers une autre structure d'hébergement plus adaptée.
- Des données qualitatives présentées dans le rapport d'activité du volet logement du SIAO :
- le partenariat établi avec les différents acteurs locaux qu'ils soient associatifs ou institutionnels : identifier les référents sur les territoires définis (nom, structures d'appartenance...),
- les éventuelles conventions de partenariat signées (avec des bailleurs sociaux, avec des associations, avec des établissements publics...),
- les projets éventuels, en cours de réalisation dans le domaine d'accompagnement des publics en difficulté vers le logement.

##### **4-2 Evaluation des actions du SIAO 06**

###### **4-2-1 - Comité de pilotage du SIAO 06**



Le comité de pilotage est placé sous la présidence du représentant de l'Etat dans le département. Il se réunit au moins une fois par an.

Il est composé d'un représentant de l'Etat dans le département, des représentants du Groupement SIAO 06, du Conseil Départemental, des Collectivités territoriales, de la FNARS départementale, des représentants des personnes accueillies CCRPA, des gestionnaires HLM, des organismes travaillant dans le secteur de l'urgence sociale, de l'hébergement, du logement et/ou de l'insertion sociale.

Il a pour objet :

- D'évaluer la pertinence du dispositif au regard des objectifs attendus,
- D'apprécier le bon fonctionnement des instances mises en place (comité technique, commissions, etc.)
- De valider les ajustements visant à optimiser le fonctionnement global du dispositif
- De valider les résultats de l'année écoulée par le biais des indicateurs produits
- De valider les propositions d'actions du SIAO pour l'année à venir
- De garantir l'éthique et le respect du droit des personnes et de leurs choix
- De faire toute proposition susceptible d'améliorer la qualité du service rendu par le SIAO 06

En fonction de l'ordre du jour, tout autre partenaire pourra être invité en qualité d'expert.

#### **4-2-2 - Evaluation par l'Etat**

Annuellement, l'association Groupement SIAO 06 transmet un bilan d'activité de l'ensemble des volets du SIAO 06 aux services de l'État (DDCS des Alpes-Maritimes). Ce document fera l'objet d'un travail concerté avec les services de la DDCS 06.

Le représentant de l'Etat dans le département procède, conjointement avec le SIAO, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle il a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact de l'action au regard de l'intérêt général.

#### **4-3 Autres engagements**

Le SIAO 06 informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le SIAO pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de

réception.

### **Article 5 : Durée de la convention**

La convention a une durée de un an soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

### **Article 6 : Modalités de financement**

#### **6-1 Les contributions financières de l'Etat mentionnées ci dessous ne sont applicables que sous réserve des trois conditions cumulatives suivantes**

- l'inscription et le vote des crédits de paiement en loi de finances;
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 8, 9 et 10, sans préjudice de l'application de l'article 14 ;
- la vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 12.

#### **6-2 Décomposition de la contribution financière**

L'annexe n°1 à la présente convention reprend le coût total des actions du SIAO 06 qui s'élève à 906 366 € et retrace les financements de l'Etat alloués en 2016 aux membres du Groupement SIAO 06 pour la mission SIAO.

Le coût total éligible pris en charge par l'Etat sur la durée de la convention est évalué à 799 145 € selon les crédits alloués en 2016 sous forme de subventions et de dotation globale de fonctionnement, aux membres du Groupement SIAO 06. Il se répartit comme suit :

**6-2-1- Pour la coordination du dispositif ainsi que la gestion du SIAO insertion et logement sur le bassin niçois et Est du département**, dont la gestion est confiée à l'association GALICE, membre

278 968 € (référence année 2016), représentant une participation au financement de 5,5 ETP mis à la disposition du Groupement SIAO 06 :

1 poste ETP de coordinateur du dispositif départemental,

3 postes ETP de travailleurs sociaux pour les volets insertion et logement du SIAO sur le bassin d'intervention

1.5 Poste ETP de secrétariat pour soutenir toute l'activité du SIAO (coordination départementale et volets insertion et logement)

**6-2-2 - Pour le SIAO urgence et le 115** sur l'ensemble du département dont la gestion est confiée à l'association ALC, membre.

253 500 € en subvention et 129 885 € en dotation globale de fonctionnement (référence année 2016) ,

soit un total de 383 385 € représentant une participation au financement de 7,54 ETP mis à la disposition du Groupement SIAO 06.

**6-2-3- Pour le SIAO Insertion et Logement sur l'Ouest du département dont la gestion est confiée aux antennes infra-départementales :**

- SIAO insertion et logement sur le Bassin CASA dont la gestion est confiée à la plate-forme de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, membre, 52 994 € (référence année 2016) représentant la participation de l'Etat sous forme de subvention à 1,5 ETP mis à la disposition de l'antenne du SIAO sur bassin d'intervention par la CASA.
- SIAO insertion et logement sur le Bassin CAPG dont la gestion est confiée à la plate-forme de la Communauté d'Agglomération des Pays de Grasse, membre, 52 998 € (référence année 2016) représentant la participation de l'Etat sous forme de subvention à 1,5 poste ETP mis à la disposition de l'antenne du SIAO sur le bassin d'intervention par la CAPG.
- SIAO insertion et logement du Bassin cannois dont la gestion est confiée au CCAS de la Ville de Cannes, membre, 30 800 € (référence année 2016) représentant la participation de l'Etat sous forme de subvention à 1,09 ETP mis à la disposition de l'antenne du SIAO sur le bassin cannois.

**Article 6-3 Modalités de versement de la contribution financière**

*6-3-1: L'Etat verse une avance de XXX euros à la notification de la présente convention. Une avance de la notification de la convention dans la limite de 50% du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 6 pour cette même année, le solde après vérification réalisée par l'Etat conformément à l'article 4-1 (justificatifs).*

6-3-2 : La subvention est imputée sur les crédits du programme 177 « Hébergement,

parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » de la mission "Égalité des territoires, logement et ville" action 12 -"Hébergement et logement adapté" - sous-action 05 "Service intégré de l'accueil et de l'orientation".

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte

N° IBAN

BIC

L'ordonnateur de la dépense est le comptable assignataire est le contrôleur financier local de (à compléter).

### **Article 7 : Contrôle de l'Etat**

**7-1** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Etat. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7-2** L'Etat contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service intégré d'accueil et d'orientation. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

### **Article 8 : Modification de la convention**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et le SIAO. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.



## **Article 9 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **Article 10 : Sanctions**

**10.1** En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le SIAO sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le SIAO et avoir préalablement entendu ses représentants.

**10.2** Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 4 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**10.3** L'administration informe l'association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 11 : Recours**

Le prestataire a obligation de réaliser en totalité les objectifs définis dans la présente convention.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de ces obligations, pour quelques causes que ce soit, un ordre de reversement sera émis à son encontre, par le représentant de l'État, pour le montant total ou partiel de la subvention allouée.

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Nice.

Fait à Nice, le

**Le Président de l'association  
Groupement SIAO 06**

**Le Préfet du Département  
des Alpes Maritimes**

## ANNEXE 1

### **Coût global des actions du SIAO et financement Etat**

*Année de référence 2016*

#### **1/ SIAO urgence gestion du 115**

- Part subventionnée en 2016 :

Cout global de l'action : 276 500 €

Subvention Etat : 253 500 €

% participation Etat : 92%

- Part sous dotation globale de fonctionnement : 129 885 €

#### **2/ Coordination départementale et SIAO insertion et logement sur le bassin Nicois**

Cout global de l'action : 280 987 €

Subvention Etat : 278 968 €

% participation Etat : 99.3%

#### **3/ Antennes infra départementales du SIAO insertion et logement**

##### **3-1 plate forme de la CASA sur bassin CASA**

Cout global de l'action : 75 668 €

Subvention Etat : 52 994 €

% participation Etat : 70%

##### **3-2 Plate forme de la CAPG sur le bassin CAPG**

Cout global de l'action 63 090 €

Subvention Etat : 52 998 €

% participation Etat : 84%

### **3-3 CCAS de Cannes sur bassin cannois :**

Cout global de l'action : 80 236€

Subvention Etat : 30 800 €

% participation Etat : 38%

### **4/ Total**

**Coût total action SIAO : 906 366 €**

**Financement Etat : 799 145 €**

**% participation Etat : 88,17%**

## REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT GROUPEMENT SIAO 06

### 1. Missions et principes du SIAO 06

L'association Groupement SIAO 06 a été désignée comme opérateur unique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Selon les termes de la Circulaire N° DGCS/SD1A/2015/325 du 17 décembre 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 30 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 relatif au service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), les enjeux majeurs du SIAO unique 06 sont ***« la mise en œuvre d'une solution adaptée à la situation de chaque personne, l'accès au logement dès que possible et la fluidité du parcours de l'urgence au logement »***.

Le SIAO 06 intervient à deux niveaux de prise en charge des personnes que sont l'urgence et l'insertion.

Les missions du SIAO 06 sont :

- Recenser l'ensemble des demandes d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion ainsi que du logement adapté
- Recenser l'ensemble de l'offre disponible en matière d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion ou de logement adapté
- Assurer l'orientation des personnes après une évaluation sociale et en fonction de leur situation de détresse
- Favoriser la fluidité de l'accès au logement des personnes
- Assurer la coordination du dispositif de veille sociale
- Participer à l'observation

### 2. Objet du document

Le règlement de fonctionnement précise l'organisation générale du groupement SIAO 06 et ses principes applicables.

Il est applicable à tous les membres du groupement SIAO 06 et à l'ensemble de leurs représentants.

### 3. Modalités d'adoption du règlement de fonctionnement

Le règlement de fonctionnement fait l'objet d'une adoption définitive par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Toutes modifications ou adjonctions ne pourront être apportées que dans les conditions fixées pour la modification de la convention constitutive du SIAO 06, à savoir la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés en assemblée générale.



#### **4. Valeur du règlement de fonctionnement**

Le règlement de fonctionnement est applicable à tous les membres du groupement SIAO 06 et à l'ensemble de leurs représentants.

#### **5. La gouvernance de l'association Groupement SIAO 06**

Les fonctionnalités des instances de l'association sont prévues par les statuts.

Chaque membre est membre de droit du conseil d'administration. Lors de l'assemblée générale ordinaire, les membres doivent faire connaître leurs représentants.

Le bureau qui assure le bon fonctionnement quotidien de l'association est élu pour une année par le conseil d'administration. Il est composé de quatre membres, un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire.

#### **6. Organisation et fonctionnement de l'association Groupement SIAO 06**

Dans le cadre général, chaque membre du SIAO 06 se voit confier une mission telle que définie à l'article 6 des statuts.

Les modalités de mise en œuvre, les objectifs et les moyens de ces missions sont définis dans la convention d'objectifs pluriannuelle signée entre le Groupement SIAO 06 et le représentant de l'Etat dans le département.

#### **7. Conventionnements**

Pour que chacun des membres du groupement SIAO 06 puisse exercer ses missions, l'association Groupement SIAO 06 établit une convention avec chacun de ses membres. Celle-ci définit la répartition des fonctions, des missions, des moyens (dont les moyens en personnel) et des financements annuels pour un montant correspondant aux crédits déterminés dans la convention d'objectifs pluriannuelle liant l'Etat et l'association Groupement SIAO 06 pour l'exercice de chaque mission confiée aux opérateurs membres.

#### **8. Fonctionnement du Groupement SIAO 06**

Le rôle et les missions des membres sont définis dans la convention d'objectifs pluriannuelle liant le groupement SIAO06 et l'Etat.

##### **8.1 Le Comité de Pilotage du SIAO 06**

La composition et les missions du Comité de pilotage du SIAO 06 sont définies dans la convention annuelle d'objectifs entre l'Etat, représenté par le Préfet du département des Alpes Maritimes, et l'association Groupement SIAO 06.

Le Groupement SIAO 06 assure le secrétariat du comité de pilotage du SIAO 06

La coordination du SIAO 06 avec l'appui des membres du groupement organise la rencontre et assure la gestion de l'agenda, la mise à disposition d'un local en sollicitant, si besoin, les membres du groupement, l'ordre du jour et la rédaction du procès-verbal.

## **8.2 Les groupes de travail techniques**

Ils constituent l'instance de régulation du fonctionnement régulier du SIAO 06 et garantissent son fonctionnement mutualisé.

Les groupes de travail techniques ont pour objet le réajustement permanent des outils de coordination et de collaboration du SIAO 06 et de ses acteurs.

Les groupes de travail techniques sont animés par la coordination du SIAO. Elle comprend, outre le coordinateur du SIAO 06, les personnels dédiés aux différentes missions du SIAO.

Les membres du Conseil d'administration et du bureau du groupement peuvent, à tout moment, s'ils le décident participer à cette réunion.

Les groupes de travail techniques se réunissent autant que de besoin et a minima deux fois par an.

La coordination SIAO 06 organise la rencontre et assure la gestion de l'agenda, la mise à disposition d'un local en sollicitant, si besoin, les membres du groupement, l'ordre du jour et la rédaction du compte rendu.

## **9. Moyens matériels et humains**

Le siège du groupement SIAO 06 se situe 13 avenue Frédéric Mistral 06100 Nice.

Il s'appuie également sur les locaux de chacun de ses membres permettant de mailler l'activité du Groupement SIAO 06 de l'urgence au logement.

Liste des locaux :

- GALICE : 13 avenue Frédéric Mistral 06 100 Nice
- ALC-115 : 2 boulevard Auguste Raynaud 06100 NICE
- Antennes infra départementales

- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :

Les Genêts, 449 route des crêtes 06 901 Sophia Antipolis,

Les Allées Grenadines, bâtiment D, 690 route de Grasse 06 600 Antibes,

Angle Ugo et rue Aussel, 06220 Vallauris.

- CCAS de la Ville de Cannes, 22 rue Borniol 06 400 Cannes

- Communauté d'Agglomération du Pays Grassois, 57 avenue Pierre Sémart, 06 131 Grasse.

Chaque membre a la responsabilité du personnel missionné pour la réalisation de l'activité dont il a la charge dans le cadre du Groupement SIAO 06. Chaque membre est l'employeur des personnels affectés à la mission et en assume l'entière responsabilité.

## **10. Ressources financières du Groupement SIAO 06**

### **10-1. Cotisation annuelle des membres du Groupement SIAO 06**

Le Groupement SIAO 06 perçoit de ses membres une cotisation annuelle de 1 000 € (mille euros) revue annuellement par l'Assemblée générale.

### **10-2. Contribution financière de l'Etat**

Le groupement SIAO 06 bénéficie notamment d'une contribution financière annuelle de l'Etat. La contribution financière de l'Etat sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Chacun des membres du Groupement SIAO 06 s'engage à fournir le plus tôt possible dans le courant du premier semestre de l'année qui suit la clôture de chaque exercice, les documents conformes aux procédures comptables en vigueur :

- son compte rendu financier
- son compte rendu qualitatif et quantitatif de l'action menée
- ses comptes annuels
- le rapport du commissaire aux comptes (pour les associations)

Les membres du Groupement SIAO 06 perçoivent de l'association les moyens financiers nécessaires à la réalisation de leur mission, en fonction de la subvention annuelle préalablement allouée par l'Etat à l'association Groupement SIAO 06.

Ces sommes ne peuvent être versées qu'après paiement de l'autorité de tarification au groupement.

## **Statuts du Groupement SIAO 06.**

### **Article 1 – NOM**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour nom : Groupement SIAO 06.

Les membres fondateurs du Groupement SIAO 06 sont l'association ALC, l'association GALICE, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois, le CCAS de la Ville de Cannes.

### **Article 2 – OBJET**

L'association est l'interlocuteur départemental de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale pour le SIAO 06. Les présents statuts ont pour objet d'organiser entre ses membres la mise en œuvre des missions présentes et futures du SIAO 06.

Les missions du SIAO 06 sont :

- ☐ Recenser l'ensemble des demandes d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion ainsi que du logement adapté
- ☐ Recenser l'ensemble de l'offre disponible en matière d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion ou de logement adapté
- ☐ Assurer l'orientation des personnes après une évaluation sociale et en fonction de leur situation de détresse
- ☐ Favoriser la fluidité de l'accès au logement des personnes
- ☐ Assurer la coordination du dispositif de veille sociale
- ☐ Participer à l'observation sociale

### **Article 3 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social est situé 13 avenue Frédéric Mistral 06 100 Nice. Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'administration.



## **Article 4 – DUREE**

La durée de l'association est illimitée.

## **Article 5 – MEMBRES**

### **5.1** L'association peut être composée

- de personnes morales de droit privé,
- de personnes morales de droit public

**5.2** L'admission de nouveaux membres, personnes morales de droit privé ou de droit public, est prononcée par le conseil d'administration. Toute demande d'adhésion devra être formulée par écrit par le demandeur.

La personne morale doit être porteuse d'une des missions du SIAO. L'avis de la DDCS sera sollicité par le groupement.

### **5.3** La qualité de membre se perd

- par démission avec un préavis de 6 mois ou disparition de la personne morale
- pour non-paiement de la cotisation
- par radiation pour motif grave notamment le non-respect des statuts et du règlement de fonctionnement du Groupement prononcée par le conseil d'administration, l'intéressé(e) ou la personne morale ayant été préalablement invitée à fournir les explications.
- par abandon de la mission avec un préavis de 6 mois

L'avis de la DDCS sera sollicité préalablement à toute radiation.

## **Article 6- ORGANISATION DES MISSIONS CONFIEES AU GROUPEMENT SIAO 06**

Le groupement SIAO 06 est responsable de la bonne conduite des missions et rend compte aux organismes de contrôle de son activité et de son bilan financier.

Chaque membre réalise son activité et transmet tous les éléments au Groupement SIAO 06 (bilan d'activité, bilan financier etc.). Le Groupement SIAO 06 est l'interlocuteur des organismes de contrôle pour les missions qui lui sont confiées en lien avec ses membres.

Dans ce cadre, le groupement SIAO 06 confie

- la coordination du dispositif à l'association GALICE, membre
- La gestion du SIAO urgence avec le 115 à l'association ALC, membre.
- La gestion du SIAO Insertion et Logement aux antennes infra-départementales :
  - Bassin niçois et est du département à l'association GALICE, membre
  - Bassin CASA à la plate-forme de ce territoire, membre
  - Bassin CAPG à la plate-forme de ce territoire, membre
  - Bassin cannois au CCAS de Cannes, membre

## **Article 7 – RESSOURCES**

Les ressources de l'association sont constituées par

- les cotisations de ses membres
- la subvention de l'État au fonctionnement du SIAO 06, répartie conformément à la Convention annuelle d'objectifs signée entre l'État et le Groupement SIAO 06 qui précise les conditions de répartition financière entre les différents membres du Groupement SIAO 06.
- tout autre financement

Le groupement SIAO perçoit le financement dédié à ses missions. Il répartit entre ses membres les missions confiées au groupement en conformité avec l'article 6 des statuts. Les modalités de mise en œuvre des missions sont celles de la convention signée entre le groupement SIAO 06 et ses financeurs.

## **Article 8- LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LE BUREAU**

**8.1** Les membres du Groupement siègent de droit au conseil d'administration organisé en 2 collèges à égalité de voix.

Chaque collège désigne pour une durée de trois ans, 6 personnes physiques au maximum pour le représenter au conseil d'administration ayant chacune une voix délibérative. Le conseil d'administration est composé au maximum de 12 membres :

- Le collège des personnes morales de droit privé, chaque association membre est représentée par 3 personnes physiques. Ainsi les 2 associations ont chacune 3 voix délibératives.
- Le collège des personnes morales de droit public, chaque collectivité membre est représentée par 2 personnes physiques. Ainsi les 3 collectivités publiques membres ont chacune 2 voix délibératives.

**8.2** Le conseil d'administration est chargé de mettre en œuvre les décisions et la politique définies par l'assemblée générale. Il dispose de tous les pouvoirs qui ne sont pas strictement réservés à l'assemblée générale pour gérer, diriger, administrer l'association en toutes circonstances. Il rend compte à l'assemblée générale.

**8.3** Le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un bureau composé de 4 membres. :

- Un président parmi les personnes représentant les personnes morales de droit privé
- un vice président
- un trésorier
- un secrétaire

Les membres du bureau sont élus par un mandat d'un an renouvelable. La présidence est assurée à tour de rôle par chaque personne morale de droit privé pour une période d'une année.

**8-4** Les fonctions de membre du conseil d'administration et du bureau sont assurées bénévolement.

## **Article 9 – REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**9-1** Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président ou à la demande des deux tiers du Conseil d'administration.

**9-2** Les séances sont présidées par le président. Les décisions sont prises à la majorité relative des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

**9-3** La présence de la moitié plus un des membres du Conseil d'administration, présents ou représentés, est nécessaire pour la validité des délibérations.

**9-4** Le Conseil d'administration ou le Bureau peut inviter toute personne de son choix à une séance du Conseil d'administration en fonction de ses compétences sur un point de l'ordre du jour ; la personne invitée ne participe pas aux votes.

## **Article 10 – LES ATTRIBUTIONS DU BUREAU**

### **10-1 LE BUREAU**

Le bureau assure le bon fonctionnement de l'association par délégation du conseil d'administration dont il prépare les réunions et auquel il rend compte.

### **10-2 LE PRESIDENT**

**10-2-1** Le président est chargé de mettre en application les décisions du conseil d'administration. Il agira sur délibération préalable du conseil d'administration.

**10-2-2** Sur délibération du conseil d'administration, il représente l'association dans tous les actes de

la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Sur délibération du conseil d'administration, il peut consentir toutes transactions.

**10-2-3** En cas de requête au fond, le président ne pourra agir en justice au nom de l'association tant en demande qu'en défense que sur délibération du conseil d'administration.

**10-2-4** Le président convoque l'assemblée générale et le conseil d'administration.

**10-2-5** Il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'association, auprès de toute banque ou établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe et endosse tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement de l'association.

**10-2-6** La représentation de l'association en justice, à défaut du président, ne peut être assurée que par un membre du conseil d'administration agissant en vertu d'un pouvoir spécial que lui a donné le président ou à défaut, en l'absence du président, un membre du bureau.

**10-2-7** Sur délibération préalable du conseil d'administration, le président peut déléguer au vice-président ou à un autre membre du bureau certains des pouvoirs ci-dessus énoncés.

### **10-3 LE TRESORIER**

Le trésorier tient ou fait tenir une comptabilité régulière de toutes les opérations financières et rend compte à l'assemblée générale qui statue sur sa gestion.

### **10-4 LE SECRETAIRE**

Le secrétaire est chargé de rédiger les procès-verbaux des assemblées générales, des réunions du Conseil d'administration et du Bureau. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature sur les feuillets numérotés, paraphés par le président et le secrétaire, et conservés dans un registre spécial au siège de l'association.

## **Article 11- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**11-1** L'assemblée générale comprend tous les membres à jour de leur cotisation, elle est composée de deux collèges :

- Le collège des personnes morales de droit privé
- Le collège des personnes morales de droit public

Chaque collège désigne pour une durée de trois ans, 6 personnes physiques au maximum ayant voix délibérative pour le représenter à l'assemblée générale.

Au sein du collège des personnes morales de droit privé, chaque association membre est représentée par 3 personnes physiques. Ainsi les 2 associations ont chacune 3 voix délibératives.

Au sein du collège des personnes morales de droit public, chaque collectivité membre est représentée par 2 personnes physiques. Ainsi les 3 collectivités publiques membres ont chacune 2 voix délibératives.

Les membres non représentés dans un collège sont invités avec voix consultative.

Les membres empêchés / les personnes physiques empêchées peuvent se faire représenter par un autre membre adhérent / une autre personne physique représentante d'un membre adhérent en lui donnant un pouvoir écrit.

Chaque membre / Chaque personne physique ne peut être porteur / porteuse de plus de 2 pouvoirs. Les pouvoirs en blanc sont attribués au président qui les répartit entre les membres présents.

**11-2** L'Assemblée générale se réunit une fois par an et chaque fois que nécessaire. Les membres sont convoqués par le président, ou à la demande du tiers au moins des membres à jour de leur cotisation, par courrier simple deux semaines au moins avant la date fixée par le Conseil d'administration. L'ordre du jour, établi par le Conseil d'administration, est indiqué sur les convocations.

**11-3** Le Bureau de l'Assemblée générale est le Bureau de l'association.

**11-4** L'assemblée générale délibère valablement si elle réunit au moins la moitié de ses membres présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

**11-5** Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés. L'ordre du jour peut prévoir un vote par collège sur certains points. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Les élections au conseil d'administration sont organisées par collège.

**11-6** L'Assemblée générale ordinaire entend et approuve le rapport du président sur l'activité et les orientations de l'association, le rapport financier présenté par le trésorier, le rapport du commissaire aux comptes qu'elle désigne. Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

## **Article 12- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**12-1** L'Assemblée générale extraordinaire se prononce sur les modifications à apporter aux statuts, sur la dissolution de l'association, sur la fusion avec toute autre association, proposée par le Conseil d'administration.

**12-2** Elle doit être convoquée spécialement à cet effet par le président dans un délai de deux semaines suivant la date fixée par le Conseil d'administration. La convocation doit indiquer l'ordre du jour et comporter en annexe le texte à approuver.

**12-3** L'Assemblée générale extraordinaire doit réunir au moins les deux tiers des membres adhérents présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est de nouveau convoquée sur le même ordre du jour à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

**12-4** Les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés. L'ordre du jour peut prévoir un vote par collège sur certains points. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

### **Article 13 – RESPONSABILITES**

Le patrimoine social de l'association répondra seul vis-à-vis des tiers, des engagements contractés par l'association et les associés n'en seront jamais tenus responsables sur leurs biens personnels.

### **Article 14 – LE REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT**

Un règlement de fonctionnement peut être établi par le Conseil d'administration qui le fait approuver par l'Assemblée générale ordinaire. Ce règlement fixe les points divers non prévus par les statuts.

### **Article 15 – DISSOLUTION**

**15-1** La dissolution est prononcée par une assemblée générale extraordinaire qui nomme un liquidateur.

**15-2** L'actif sera dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 à une association qui poursuit un but identique.

Fait à Nice, le

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 24/10/2016  
Numéro : CC\_2016\_159  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) unique départemental - Adhésion et participation de la CASA à l'association  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : M4rpY8V

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 02/11/2016  
Identifiant : 006-240600585-20161024-CC\_2016\_159-DE

**Acte reçu**

Date : 24/10/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_159  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) unique départemental - Adhésion et participation de la CASA à l'association  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20161024-CC\_2016\_159-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 3  
006-240600585-20161024-CC\_2016\_159-DE-1-1\_2.PDF  
006-240600585-20161024-CC\_2016\_159-DE-1-1\_3.PDF  
006-240600585-20161024-CC\_2016\_159-DE-1-1\_4.PDF